

Pour plus d'informations :



Dr. Suely Carvalho
Chef, Unité Protocole de Montréal et
Produits chimiques
Groupe Environnement et Énergie
Bureau de la politique sur le développement
Tel: +1 212 906 6687/5112
Courriel : suely.carvalho@undp.org
www.undp.org/chemicals



Mr. Kaj Madsen
Chargé de programme senior
Branche produits chimiques
Substances Chimiques
Division de la Technologie, de l'Industrie et de l'Économie (DTIE)
Tel: + 41 22 917 82 58
Courriel : kmadsen@chemicals.unep.ch
www.chem.unep.ch/unepsaicm/default.htm



PNUD • PNUE

L'Initiative de partenariat PNUD-PNUE pour
l'Intégration de la Gestion rationnelle
des produits chimiques dans les processus
de planification de développement :
Optimiser le retour sur investissement



Responsables du texte et de la publication : Klaus Tyrkkö et Hilda van der Veen

Collaborateurs : Suely Machado Carvalho, Thomas Conway, Kaj Madsen et Pierre Quiblier

Rédacteur : Gail Karlsson

Crédits photographiques : Photo de couverture : Femme (Vietnam) ramassant des poissons des bateaux arrivant de la pêche et Centrale électrique au levé du soleil à Lakeshore - © Istockphoto

Page: 4 – Pêcheurs africains © Istockphoto

Pages: 10 – Nuages rouges et ville minière, 11 – Oiseaux survolant un tas d'ordures, 13 – Navire déchargeant des déchets : Photothèque SR

Page 13 : © Photothèque du PNUD

Maquette : Sandra Rojas

Traduction: Véronique Virsube

Impression: OACI Service impression – Montréal Canada

Ce document est imprimé sur du papier issu de fibres 100% post-consommation et sans processus de blanchiment au chlore. Il est certifié Eco-logo et FSC et a été produit en utilisant de l'énergie dérivée du biogaz.

Pour plus d'informations, contacter :

Programme des Nations Unies pour le développement

Bureau de la politique sur le développement

Groupe Environnement et Énergie

Unité Protocole de Montréal et Produits chimiques

304 East 45th Street

New York, NY 10017

U.S.A.

<http://www.undp.org/chemicals>

<http://www.undp.org>

Copyright © Programme des Nations Unies pour le développement, mai 2009. Tous droits réservés.

Table des matières

- 04. Introduction
- 05. L'initiative de partenariat sur les produits chimiques : une approche programmatique
- 06. Assistance technique fournie par l'initiative de partenariat PNUD-PNUE
- 08. Cartographier l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les plannings de développement nationaux
- 12. Les activités de l'initiative de partenariat
- 14. Augmenter les programmes communs PNUD-PNUE : élargir l'initiative de partenariat
 - 14. Progrès en Ouganda
 - 14. Progrès au Cambodge
 - 15. Progrès en Zambie
 - 15. Progrès en Macédoine

INTRODUCTION

Cette initiative de partenariat PNUD-PNUE a été mise en place pour soutenir l'Approche stratégique de la gestion des produits chimiques (SAICM), un cadre politique adopté en février 2006 par la Conférence internationale sur les produits chimiques (ICCM). La SAICM a été développée par un comité préparatoire pluri sectoriel regroupant un grand nombre de parties prenantes et soutient l'accomplissement de l'objectif sur la gestion des produits chimiques approuvé lors du Sommet sur le développement durable de 2002 : que d'ici à 2020, les substances chimiques soient produites et utilisées de façon à minimiser leurs impacts négatifs sur l'environnement et la santé des êtres humains.

La SAICM se caractérise par quatre éléments majeurs à forte valeur ajoutée qui se rapportent aux travaux sur la gestion internationale des produits chimiques qui l'ont précédée :

- Une attention particulière portée à la gouvernance intersectorielle aux niveaux national et local pour traiter les questions liées à la gestion des produits chimiques de manière globale plutôt que substance par substance.
- La mise en exergue de l'importance d'une gestion rationnelle des produits pour atteindre les objectifs de développement durable dont l'éradication de la pauvreté, l'amélioration de la santé des êtres humains, la protection de l'environnement et l'élévation du niveau de vie.
- La reconnaissance de l'importance d'intégrer une gestion rationnelle des produits chimiques à la planification du développement aux niveaux local et national pour permettre aux pays d'améliorer notablement leur gestion de ce type de substances.
- L'adoption d'une approche holistique et globale pour faire face à l'écart qui se creuse entre pays développés et pays en développement en matière de gestion des risques occasionnés par les produits chimiques.



L'INITIATIVE DE PARTENARIAT SUR LES PRODUITS CHIMIQUES : UNE APPROCHE PROGRAMMATIQUE

L'initiative de partenariat, conçue pour soutenir l'Approche stratégique de la gestion des produits chimiques, a été développée dans l'esprit du Partenariat global entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) qui vise à augmenter la collaboration entre ces deux agences des Nations Unies pour mieux soutenir les objectifs de développement et de protection de l'environnement sur lesquels les pays partenaires se sont accordés.

Le premier objectif de cette initiative de partenariat est de faciliter l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus de planification de développement national afin de soutenir le développement durable dans les pays en développement et à économie en transition.

L'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les plans de développement, tels que les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et les stratégies pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), implique de mettre en évidence les liens entre pauvreté et gestion rationnelle des produits chimiques – telles que l'amélioration de la santé des êtres humains et de l'environnement,

l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des populations pauvres – ainsi que d'identifier les politiques et programmes nécessaires pour créer une gestion des produits chimiques favorable aux plus démunis. Cela implique également de tenir compte des risques chimiques potentiels qui peuvent survenir suite à la mise en oeuvre de certaines étapes des plans de développement et d'essayer de limiter ces risques dès le stade de planification.

Le travail de l'Initiative de partenariat sur la gestion rationnelle des produits chimiques vise à influencer les plans nationaux ainsi que les stratégies sectorielles et l'implantation au niveau local. L'objectif global consiste à établir des processus institutionnels durables au sein des ministères et d'une large communauté de parties prenantes pour créer une gestion rationnelle des produits chimiques en s'appuyant sur les organismes gouvernementaux chargés de la réduction de la pauvreté et des politiques de croissance, tout en renforçant le rôle des agences environnementales et des acteurs non gouvernementaux. Le processus va encourager les engagements budgétaires au niveau national, en partenariat avec l'aide des donateurs, afin de refléter l'intégration des priorités de gestion des produits chimiques dans les politiques nationales et les documents de planification.

Le partenariat PNUD-PNUE aide les pays à :

- 1.** Identifier les domaines spécifiques de la gestion des produits chimiques qui vont naturellement générer des bénéfices dans les secteurs de l'économie, de l'environnement et de la santé grâce à l'introduction de pratiques de gestion rationnelle et à la mise en place d'un plan pour commencer à répondre aux priorités nationales déjà identifiées.
- 2.** Évaluer l'adéquation des stratégies de développement national en termes de protection de l'environnement et de santé et déterminer de quelle manière les priorités nationales de gestion des produits chimiques pourraient être intégrées à un agenda national de développement basé sur les OMD.
- 3.** Améliorer l'intégration des questions de gestion des produits chimiques dans les discussions nationales, les processus, politiques et plans de développement.

L'Initiative de partenariat du PNUD et du PNUE appuie les services suivants fournis par les agences de coopération :

PNUD :

- Développement des capacités
- Développement de politique intégrée
- Soutien à l'évaluation du développement national reposant sur les OMD et les processus de planification des investissements
- Aide à l'implantation au niveau des pays

ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'INITIATIVE DE PARTENARIAT

PNUD :

LE PNUD ENCOURAGE la gestion rationnelle des produits chimiques en tant qu'élément important des efforts de lutte contre la pauvreté globale. En lien avec son rôle de réseau de développement global des Nations Unies, le PNUD défend l'importance de traiter les questions liées à la gestion des produits chimiques et des pollutions qui en découlent dans les pays en développement par l'intégration de schémas de gestion rigoureuse de ces substances dans les plans et politiques de développement nationaux. En tant qu'agence d'exécution du Fonds Multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, du Fonds de l'environnement mondial, du Fonds d'affectation spéciale du programme Quick Start (QSP) de la SAICM, et en coopération avec une multitude de donateurs bilatéraux, le PNUD aide les pays à obtenir les ressources financières nécessaires pour améliorer leurs systèmes de gestion des produits chimiques afin d'atteindre leurs objectifs et leurs engagements dans le cadre des accords environnementaux internationaux se rapportant à ces substances.

SUITE À L'ADOPTION de la SAICM en 2006, le PNUD, avec le soutien du gouvernement norvégien, s'est investi dans le développement d'un guide technique pour aider les gouvernements et les équipes des Nations Unies à travers le monde à identifier et évaluer les possibilités d'intégration de gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus de planification de développement : *Le Guide technique pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques (GRPC) dans les politiques et plans reposant sur les OMD*. Il s'agit de l'un des outils que le groupe environnement et

énergie du bureau de politique sur le développement du PNUD a développé pour améliorer l'assistance aux pays partenaires grâce à une approche complète du développement durable.

EN S'APPUYANT SUR L'EXPÉRIENCE des pays qui avaient entrepris des initiatives d'intégration, le Guide technique du PNUD a été révisé pour la seconde session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques en mai 2009.

LE GUIDE DU PNUD est un outil d'apprentissage. C'est une base qui offre une information de fond sur la gestion rationnelle des produits chimiques ainsi qu'une explication des synergies qui existent entre gestion des produits chimiques et objectifs de développement durable. Le Guide technique répond aux enjeux sectoriels qui peuvent exister au niveau d'un pays, et propose des outils pour aider les pays à évaluer leurs propres capacités de gestion rationnelle des produits chimiques.

LE GUIDE IDENTIFIE également les étapes que doivent franchir les pays pour évaluer leurs besoins en capacités et leurs priorités, définissant un « point d'entrée » pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les plans de développement nationaux et les stratégies sectorielles. Chaque étape est accompagnée par une description des considérations essentielles et comprend des informations pratiques détaillées destinées aux preneurs de décisions et à ceux engagés dans l'élaboration, la définition de priorité, la mise en œuvre, le suivi et la communication en rapport avec les plans et stratégies de développement national.

PNUE :

- Développement normatif
- Evaluation technique et analyse
- Mise en place de collaborations entre organisations intergouvernementales concernées par la gestion rationnelle des produits chimiques
- Direction d'approches innovantes – telle que l'Initiative PNUE-OMS sur les liens entre environnement et santé
- Assistance scientifique et services d'experts

PNUD-PNUE

PNUE :

LE PNUE contribue à limiter les dangers liés aux produits chimiques toxiques aux niveaux global, régional et national en aidant les gouvernements à agir pour une gestion rationnelle des produits chimiques. Le travail du PNUE dans ce domaine comprend le développement de l'assistance sur les questions techniques, la mise en place de cadres institutionnels et juridiques, la promotion des échanges d'information sur ces substances, et l'assistance au renforcement des capacités pour une production plus sûre, une meilleure utilisation et manipulation des produits chimiques à travers le monde.

Les activités du PNUE comprennent également l'assistance globale aux pays pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement liés à la gestion des produits chimiques tels que les Conventions de Stockholm et de Rotterdam. Une assistance supplémentaire s'avère cependant nécessaire pour aider les ministres de l'environnement, de la santé, des finances et de la planification à comprendre comment associer une gestion rationnelle des produits chimiques au développement durable et à la réduction de la pauvreté et la manière d'intégrer de telles données dans les plans de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté.

L'expérience que le PNUE apporte à cette Initiative de partenariat inclut également son récent travail avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'Initiative sur les liens entre environnement et santé (HELI) qui promeut une approche intersectorielle et dynamique en termes de prise de décision.

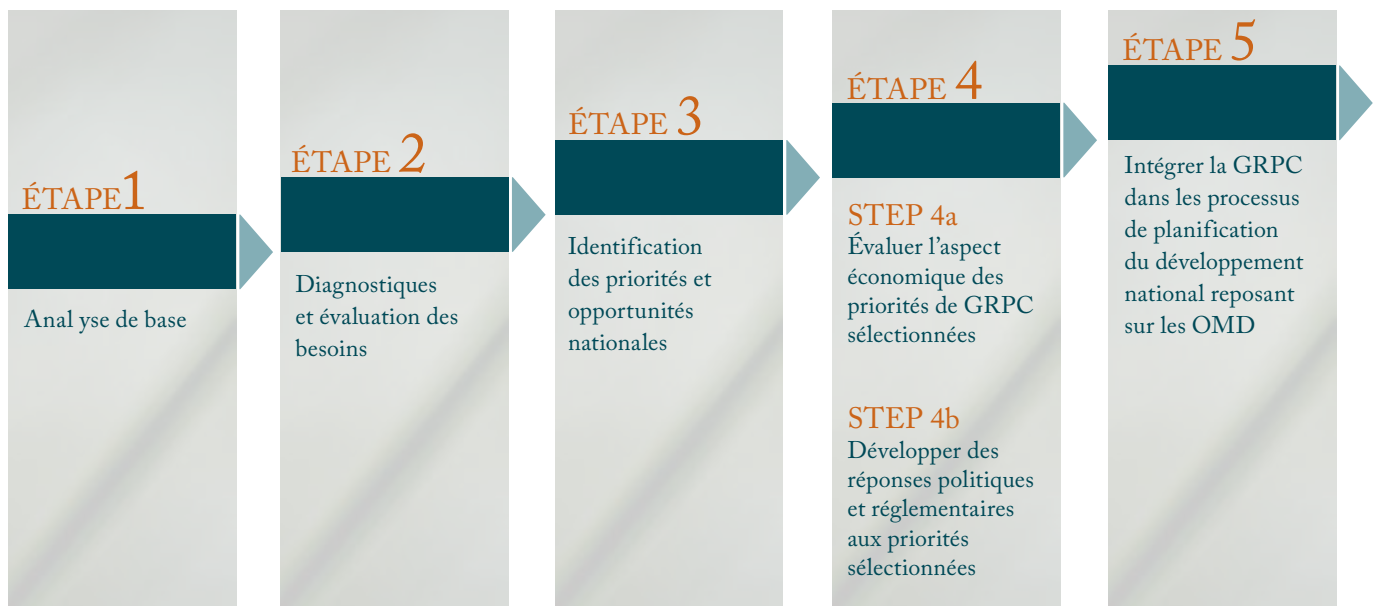
LA BOITE À OUTILS DE L'INITIATIVE SUR LES LIENS ENTRE LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT COMPREND :

- Un portail web commun OMS-PNUE avec quelques 1.000 liens vers des informations essentielles dans les domaines de l'environnement, de la santé, organisés par catégorie pertinente pour la prise de décision. Il contient une synthèse des questions en termes adaptés aux secteurs gouvernementaux, des illustrations des meilleures approches politiques ainsi que leurs bénéfices, et un accès facile à des outils de formation et d'assistance.
- Un bilan global des besoins des preneurs de décision en matière de questions environnementales et de santé, ainsi que les possibilités d'action.
- Un examen critique des méthodologies existantes dans le domaine de l'aide à la prise de décision, et des moyens pour les adapter et les améliorer et les rendre applicables à une grande variété de contextes.
- Une assistance technique pour soutenir les évaluations intégrées de la santé et de l'environnement tout en tenant compte de l'évaluation économique.

CARTOGRAPHIER L'INTÉGRATION DE LA GESTION RATIONNELLE DES PRODUITS CHIMIQUES DANS LES PLANNINGS DE DÉVELOPPEMENT NATIONAUX

En élaborant l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE, le PNUD et le PNUE ont pris en compte les étapes à franchir pour que les pays puissent améliorer leurs systèmes de gestion des produits chimiques. Ces étapes peuvent en général être décrites comme suit :

CONTRÔLE ET ÉVALUATION



SENSIBILISATION ET PROMOTION DE L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES VARIÉES

INTÉGRATION DU GENRE

ÉTAPE 1 — ANALYSE DE BASE

- But :** Déterminer quelles informations sont disponibles sur la réalité de la gestion des produits chimiques d'un pays et les enregistrer. Les informations pourraient être intégrées dans un Profil national des produits chimiques, un Plan national de mise en œuvre (PNM) dans le cadre de la Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants (POP), dans un Rapport sur l'état de l'environnement, dans un Rapport sur les objectifs du millénaire (OMD), ou dans les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et autres sources d'information.
- Objectif :** Développement d'un Rapport sur la situation nationale de la gestion des produits chimiques qui fournit de l'information sur le degré d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement national.
- Raisonnement :** Un Rapport sur la situation nationale de la gestion des produits chimiques est une condition préalable essentielle pour une évaluation intégrée et une analyse des liens entre gestion des produits chimiques et impacts économiques, environnementaux et sanitaires.

ÉTAPE 2 — DIAGNOSTIQUE ET ÉVALUATION DES BESOINS

- But :** Identifier les risques majeurs liés à l'exposition aux produits chimiques affectant la biodiversité, les écosystèmes vulnérables et la santé humaine (effets graves et de long terme) en utilisant l'information rassemblée grâce à une approche impliquant une grande variété de parties prenantes.
- Objectif :** Préparation d'une évaluation détaillée des questions de gestion des produits chimiques et en relation avec la planification du développement national reposant sur les OMD.
- Raisonnement :** Les causes à l'origine des problèmes de santé environnementale et humaine devraient être prises en compte dès le début pour s'assurer qu'elles sont globalement traitées par les politiques qui intègrent la gestion des produits chimiques dans les plannings de développement.

ÉTAPE 3 — IDENTIFICATION DES PRIORITÉS ET DES OPPORTUNITÉS NATIONALES

- But :** Entreprendre une analyse qualitative des liens entre les principaux domaines dans lesquels les produits chimiques sont un problème et la santé humaine et la qualité de l'environnement afin d'identifier les options et priorités nationales et aider à la prise de décision en matière de gestion rationnelle des produits chimiques.
- Objectif :**
- Liste et description des options (légales, techniques et institutionnelles) qui peuvent renforcer le système national de gestion des produits chimiques.
 - Mise en œuvre des priorités nationales qui reposent sur les options précédemment identifiées et sur un exercice de définition de priorités.
- Raisonnement :** Décrire les liens entre mauvaise gestion des produits chimiques et son effet sur l'environnement et sur la santé publique est un préalable nécessaire pour aider un pays à améliorer son environnement et ses conditions de santé. La question prioritaire de la gestion des produits chimiques aura un impact significatif sur la santé, l'environnement et les objectifs de développement au niveau national. Une évaluation se concentrant sur l'identification et l'évaluation des opportunités et des interventions politiques, plutôt que de suivre une approche basée uniquement sur la recherche, améliorera la prise de décision.

ÉTAPE 4 A — EVALUER L'ASPECT ÉCONOMIQUE DES PRIORITÉS DE GRPC SÉLECTIONNÉES

- But :** Estimation/quantification des coûts pour mettre en place les options de gestion des produits chimiques identifiées par rapport aux coûts liés aux répercussions sur les êtres humains et à la dégradation de l'environnement quand aucune action n'est entreprise.
- Objectif :**
- Détermination des coûts économiques et bénéfiques des options politiques qui répondent aux problèmes de gestion des produits chimiques identifiés comme priorités nationales (comprenant également des coûts potentiellement cachés).
 - Adhésion des agences de développement économiques et des finances gouvernementales pour lesquelles l'estimation est un outil essentiel de la prise de décision.
- Raisonnement :** Démontrer qu'une menace ne fournit pas de solution en soi. Identifier et mesurer les impacts sur la santé et sur l'environnement ne suffit pas à s'assurer que ces menaces reçoivent l'attention qu'elles exigent quand il s'agit de prendre des décisions politiques. Mener des actions pour répondre aux problèmes de santé et d'environnement a des implications financières – du coût direct lié à l'intervention aux effets positifs ou négatifs qu'ils ont sur le développement économique. Déterminer les coûts économiques et les bénéfices des options politiques aidera les preneurs de décision à comprendre et à agir sur les résultats de l'évaluation d'une gestion rationnelle des produits chimiques.

ÉTAPE 4 B — DÉVELOPPER DES RÉPONSES POLITIQUES ET RÉGLEMENTAIRES AUX PRIORITÉS SÉLECTIONNÉES

- But :** Développement de politiques et de réponses réglementaires ciblées aux priorités de gestion des produits chimiques considérées du point de vue de la planification du développement.
- Objectif :** Initiation de réformes institutionnelles et législatives pour faciliter la mise en œuvre des priorités sélectionnées et leur intégration au niveau de la planification du développement national.
- Raisonnement :** Il est important de prendre un compte un large choix d'interventions potentielles qui pourraient être mises en œuvre. En plus des incitations financières, cela comprend des interventions technologiques, des mesures sociales telle que la promotion de la santé, et des mesures légales et réglementaires.

ÉTAPE 5 — INTÉGRER LA GRPC DANS LES PROCESSUS DE PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL REPOSANT SUR LES OMD

- But :**
- Intégration des priorités de gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement national pour répondre aux problèmes les plus sérieux tout en appliquant au mieux les options qui font le lien entre GRPC et facteurs de développement durable.
 - Encourager les allocations du budget national, en partenariat avec l'aide des donateurs, en faveur de l'intégration des priorités dans les politiques nationales et les documents de planification.
- Objectif :**
- Permettre aux départements du trésor et des finances nationales, et aux représentants des agences d'aide, de comprendre les liens entre la gestion rationnelle des produits chimiques et la réalisation des objectifs du millénaire.
 - Sensibilisation des preneurs de décision.
 - Insertion des priorités de gestion rationnelle des produits chimiques dans les documents de politique nationale et de planification.
- Raisonnement :** Les preneurs de décision opteront plus facilement pour des modes durables de développement quand la santé et les coûts environnementaux des politiques alternatives sont totalement estimés en termes de conservation/destruction des ressources naturelles, de mortalité et morbidité humaine, de coûts de santé, de jours de salaire perdus, etc. Des réponses sont en général apportées quand un risque environnemental de longue durée débouche ou sur une crise sanitaire ou sur une urgence politique ou économique. En passant d'une approche réactive à une approche proactive, les risques qui peuvent conduire à de réelles urgences environnementales et sanitaires peuvent être contenus, et les crises, qui pourraient sérieusement ébranler l'économie mais aussi la politique et l'infrastructure physique d'un pays, peuvent être limitées voire évitées.



Sensibilisation et promotion de l'implication des parties prenantes

La consultation des parties prenantes couplée à une meilleure sensibilisation tout au long du processus d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques aux plans de développement permettra à un pays de s'assurer que les priorités identifiées sont issues d'une réflexion précise et qu'il pourra ainsi placer les questions de gestion des produits chimiques au cœur des débats sur le développement national. Sans les consultations avec les parties prenantes, le résultat pourrait être partial et non durable. L'implication des parties prenantes peut conduire à de meilleurs choix politiques encourageant la recherche d'alternatives, d'options favorables aux plus démunis, et en s'assurant de la participation des populations les plus vulnérables dans le processus de développement de politiques et de prises de décision.

Intégration du genre

Les efforts pour inscrire la question de la gestion rationnelle des produits chimiques dans le contexte de développement durable comportent des dimensions de genre non négligeables. Dans la vie quotidienne, les hommes, les femmes et les enfants sont exposés à différents types et à différentes concentrations de produits chimiques. Les niveaux d'exposition aux produits toxiques - qui ont des impacts sur la santé - sont déterminés par des facteurs sociaux et biologiques. Il est donc crucial de mieux sensibiliser au sujet des liens entre exposition aux produits chimiques, santé, menaces environnementales et différence

de genre en termes de risques et d'impacts. Le fait d'intégrer les différences de genre à toutes les étapes du processus de renforcement du système de gestion des produits chimiques d'un pays va permettre de s'assurer que les expériences et les préoccupations des hommes et des femmes sont prises en compte dans la préparation, l'implantation, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de gestion des produits chimiques. Ils vont en bénéficier équitablement, et les différences de genre ne seront pas reproduites.

Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation tout au long des étapes vont permettre aux pays de suivre leur progression pour atteindre leurs objectifs et d'en mesurer les résultats, de codifier les leçons, d'évaluer le retour d'information, d'assurer une responsabilité financière vis-à-vis de leurs partenaires, des donateurs et des parties prenantes, et enfin d'améliorer la qualité du suivi des programmes et des projets de gestion rationnelle des produits chimiques. L'identification et/ou le développement des bons indicateurs qui pourront être reliés aux objectifs de développement est un enjeu particulièrement important pour suivre les progrès d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques aux plans de développement et aux objectifs du millénaire pour le développement d'un pays. L'intégration d'un grand nombre de parties prenantes au cours de l'identification et/ou du développement des indicateurs assure qu'une large variété de propositions sera faite en vue d'une sélection ultérieure de ces indicateurs.

LES ACTIVITÉS DE L'INITIATIVE DE PARTENARIAT

Dans sa phase initiale, l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE a collaboré avec une série de pays pilotes qui ont testé les outils d'assistance préparés par le PNUD avec pour objectif final l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les politiques et les plans de développement nationaux.

Les pays pilotes sélectionnés avaient au départ un Profil national de gestion des produits chimiques en place, ou un autre document similaire, de même qu'une stratégie de réduction de la pauvreté, un plan de développement reposant sur les OMD ou un autre document de planification de développement national qui devait être mis à jour. Ces pays disposaient d'assez bonnes informations sur les problèmes de gestion des produits chimiques avec les populations, les ressources environnementales et les secteurs économiques les plus risqués en raison de l'exposition aux produits chimiques.

L'Initiative de partenariat a été lancée en **Ouganda** et en **Zambie** en novembre 2007, en **Macédoine** en mars 2008 et au **Cambodge** en juin 2008. Le financement a été fourni par le Fonds d'affectation spéciale du programme Quick Start (QSP) de la SAICM et par le gouvernement suédois (par l'intermédiaire de l'Inspection suédoise des produits chimiques – KemI). Les activités de l'Initiative de partenariat seront étendues à la **Biélorussie**, au

Belize, à l'**Equateur**, au **Honduras**, au **Liberia** et à la **Mauritanie** en 2009 avec le soutien du Fonds d'affectation spéciale QSP de la SAICM.

A travers leur participation à l'Initiative de partenariat, ces 10 pays vont travailler à l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans leurs processus de planification du développement national. Les résultats seront utilisés pour réviser et

Les pays qui souhaitent rejoindre l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE et obtenir les ressources financières nécessaires pour intégrer les activités de GRPC sont invités à prendre contact avec les points focaux du PNUD et du PNUE (voir contacts en quatrième de couverture).

mettre à jour le Guide technique du PNUD pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques (GRPC) aux plans et politiques reposant sur les OMD. Le guide technique est donc considéré comme une sorte de document vivant qui tiendra compte des progrès et des leçons expérimentés par ces 10 pays.



AUGMENTER LES PROGRAMMES COMMUNS PNUD-PNUE : élargir l'initiative de partenariat

Coordination avec les agences spécialisées

L'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus de planification du développement suppose l'existence de partenariats et d'harmonisations non seulement entre les agences nationales dans un pays donné mais également parmi les agences spécialisées internationales qui interviennent dans le domaine de la gestion des produits chimiques. Au cours de la préparation et de la mise en œuvre des projets nationaux, l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE sollicite la contribution des autres agences internationales sur des questions économiques et politiques en relation avec les produits chimiques. L'Initiative de partenariat travaille de concert avec un grand nombre d'agences spécialisées dont l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) pour n'en nommer que certaines, et les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement qui traitent des questions de gestion des produits chimiques.

S'associer aux donateurs bilatéraux

Le gouvernement suédois apporte son soutien à l'Initiative de partenariat au **Cambodge** et en **Zambie** par l'intermédiaire de l'Inspection suédoise des produits chimiques (KemI). Au Cambodge, l'Initiative de partenariat a coordonné ses activités avec un projet financé par la Suède et géré par le PNUE qui a pour titre *Facilitation des infrastructures institutionnelles et juridiques sur la gestion rationnelle des produits chimiques dans les pays en développement et à économie en transition*. Cette coordination des efforts a permis au gouvernement cambodgien de travailler au développement d'une loi/décret sur la gestion des produits chimiques pour répondre à ses besoins en termes d'infrastructure juridique

sur la réglementation de la gestion des produits chimiques.

Le gouvernement norvégien a financé un projet du PNUE sur l'*Intégration des questions de sécurité concernant les produits chimiques dans les agendas de développement*, qui se concentre sur les stratégies de réduction de la pauvreté. Ce projet est exécuté conjointement avec les activités de l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE. Pour commencer, quatre ateliers régionaux ont été organisés au **Belize**, au **Cambodge**, en **Macédoine** et en **Ouganda**. Ces ateliers avaient pour vocation à :

- a. Faire avancer l'intégration de la GRPC dans les agendas de développement grâce au dialogue et à une meilleure compréhension entre les agences nationales responsables de la gestion des produits chimiques et celles chargées des agendas de développement ; et
- b. Contribuer à la préparation d'un document informatif pour la seconde réunion de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (ICCM2) pour soutenir les discussions sur l'intégration en fournissant une information sur l'expérience pratique et les perspectives des pays ayant participé aux ateliers.

Les représentants des agences nationales chargées de la gestion des produits chimiques et ceux issus des agences chargées des agendas de développement de tous ces pays ont participé aux ateliers régionaux de l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE.

Faire le lien avec l'Initiative pauvreté environnement (PEI) PNUD-PNUE

L'**Initiative pauvreté-environnement du PNUD-PNUE (PEI)** est un programme commun qui fournit de l'assistance technique et financière aux pays afin de renforcer leurs capacités d'intégration des liens entre pauvreté et environnement dans les processus de planification de développement tels que les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et les stratégies pour atteindre les



Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les principes et considérations de la gestion rationnelle des produits chimiques doivent être mieux intégrés à la méthodologie et à l'approche PEI pour aider les pays à intégrer les liens pauvreté-environnement dans les processus de planification du développement.

Au cours des dernières années, la PEI a soutenu neuf pays d'Afrique et d'Asie qui ont lancé des programmes durables pour intégrer les liens entre pauvreté et environnement dans les plans de développement nationaux, les programmes de mise en œuvre et les budgets. En travaillant étroitement avec les donateurs majeurs et

d'autres partenaires, la PEI est en train d'étendre son action à d'autres pays et régions.

Pour s'assurer que les pays soutenus par la PEI bénéficient de l'approche programmatique PNUD-PNUE, l'Initiative de partenariat s'appuie sur les activités d'intégration de la PEI ou incorpore les activités d'intégration de la GRPC au soutien en cours apporté par la PEI (comme c'est le cas en Ouganda). Le PNUD et le PNUE s'assurent que les considérations de la GRPC font totalement partie de l'Assistance PNUD-PNUE sur l'intégration de l'environnement dans la planification du développement national.



Progrès en Ouganda

« L'Initiative PNUD/PNUD pour la mise en œuvre de la SAICM en Ouganda » a été officiellement lancée par le Secrétaire d'état à l'environnement, Mme Jessica Eriyo lors de l'Atelier de lancement du projet qui s'est tenu en novembre 2007 à Kampala. Les fonds ont été fournis par le Fonds d'affectation spéciale Quick Start de la SAICM.

Soixante-seize représentants des ministères de la santé, de l'environnement, de la planification et des finances, de même que des associations industrielles, des ONG, des universités, des institutions concernées par les produits chimiques ont répondu à l'invitation de l'Agence nationale de gestion de l'environnement ougandaise (NEMA) pour soutenir le projet et travailler à la réalisation des principaux objectifs de l'Initiative de partenariat.

Le Plan d'action ougandais de la réduction de la pauvreté (PEAP), qui est le cadre détaillé pour le développement du pays expirait en 2008. L'expiration de ce plan constituait une opportunité de revoir les bénéfices réalisés, les défis et les contraintes rencontrés au cours de la mise en œuvre de même que les nouvelles questions et possibilités, et les nouveaux challenges. Le PEAP révisé sera transformé en Nouveau plan quinquennal de développement national (NPD). Le processus de révision sera guidé par des documents de travail et des consultations concernant le NPD. L'un de ces documents est une analyse sectorielle sur l'Environnement, les ressources naturelles et le changement climatique.

Pendant l'atelier, les parties prenantes ont reconnu qu'il serait très important que ce projet participe à la révision du PEAP et essaie d'intégrer les priorités connues dans le PEAP révisé afin d'influencer le nouveau Plan de développement national et de remplir les objectifs de la SAICM. Les parties prenantes se sont mises d'accord sur deux processus parallèles :

- i) La "filière ultrarapide" pour respecter la date limite de mise à jour du PEAP et qui se concentrerait sur l'intégration des priorités à court terme ; et,
- ii) Le processus d'intégration à "vitesse normale" qui se concentrerait sur les priorités de moyen et long terme.

La "filière ultrarapide" : afin d'inclure les questions concernant la gestion des produits chimiques au PEAP révisé, une analyse sous sectorielle sur la gestion des produits chimiques a été finalisée. Les informations de ce document seront incluses dans l'analyse sectorielle sur l'Environnement, les ressources naturelles et le changement climatique qui constituera le nouveau Plan de développement national. L'équipe du projet a revu cette analyse sectorielle et a apporté ses commentaires détaillés sur les priorités pour une gestion rationnelle des produits chimiques.

Le processus à « vitesse normale » : des équipes du secteur national ont été formées. Elles ont reçu l'assistance d'un groupe formé d'un économiste, d'un expert de la santé environnementale, d'un expert environnemental de la NEMA et ont finalisé le rapport national sur la situation des produits chimiques en Ouganda. L'analyse de la situation a permis de définir les priorités pertinentes dans le cadre des objectifs nationaux de développement. Cette analyse a été présentée au Mécanisme national de coordination inter agences sur la gestion rationnelle des produits chimiques. Des réunions préliminaires avaient été organisées avec les ministres des finances et de la planification.

La phase 2 du projet a commencé en même temps par une analyse coût-bénéfice du besoin de restructurer les mécanismes de gouvernance juridiques et institutionnels pour la GRPC en Ouganda afin d'améliorer les capacités et l'efficacité. Une stratégie pour combler les lacunes juridiques a été initiée début 2009.

Progrès au Cambodge

Le projet « d'Intégration des questions de gestion rationnelle des produits chimiques dans l'agenda de développement national reposant sur les OMD » a été lancé lors de l'Atelier de lancement du projet en juin 2008 par son excellence Khieu Muth, Secrétaire d'état, Ministère cambodgien de l'environnement. L'atelier comptait 64 représentants du département de contrôle des pollutions environnementales du ministère de l'environnement, du ministère de la planification, du ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, du ministère de la santé, du ministère de l'industrie, des mines et de l'énergie, des ONG, des associations industrielles, des universités et instituts engagés dans la gestion des produits chimiques. Le gouvernement suédois finance le projet (par l'intermédiaire de l'Inspection suédoise des produits chimiques - KemI).

Depuis le début 2009, l'équipe de projet conduit des recherches pour préparer le rapport de situation national sur la gestion des produits chimiques. Le rapport de situation fournira l'information pour l'identification des priorités les plus importantes pour améliorer la gestion rationnelle des produits chimiques dans le pays, dans le contexte des plans et priorités de développement national.

En renforçant les structures et les capacités pour permettre d'intégrer les priorités de la GRPC dans le cadre de la planification de développement national, le projet va permettre au Cambodge d'intégrer ces priorités aux instruments budgétaires nationaux. A la fin du projet, le Cambodge pourra reproduire la méthodologie pour réviser les futurs plans de développement et aura établi une liste de priorités accompagnée par une analyse des coûts et pourra ainsi lever des fonds à l'interne (en identifiant les opportunités de coopération avec le secteur privé) et à l'externe, des donateurs bilatéraux et multilatéraux.

En réponse à un besoin spécifique exprimé par le gouvernement du Cambodge, le projet va également bénéficier d'une initiative PNUE-KemI sur la « facilitation des infrastructures juridiques et institutionnelles sur la gestion rationnelle des produits chimiques dans les pays en développement et à économie en transition ». Cela va permettre au Cambodge de développer une loi/décret sur la réglementation de la gestion des produits chimiques.

Le Cambodge va également recevoir des ressources supplémentaires de la part du gouvernement norvégien pour former un économiste environnemental junior qui va travailler avec un économiste senior dans le groupe analytique principal.

Progrès en Zambie

« *L'Etude de cas PNUD-PNUE en partenariat avec la Zambie: intégrer les questions sur la gestion rationnelle des produits chimiques dans les agendas de développement reposant sur les OMD* » a été officiellement lancée pendant l'Atelier de lancement en novembre 2007, par le Ministre zambien du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles, l'honorable Mickael L. Kaingu, membre du parlement. Le financement a été fourni par le gouvernement suédois (par l'intermédiaire de l'Inspection suédoise des produits chimiques - KemI).

La grande variété de ministères représentés – 20 ministères et agences gouvernementales – la participation du secteur privé, académique, des ONG majeures, a permis de renforcer la compréhension par les participants de la pertinence de l'aspect intersectoriel de la gestion des produits chimiques et de sa portée économique. L'implication et l'engagement du ministre des finances et de la planification dans le projet ont été un signe clair de la valeur stratégique de l'approche proposée par le projet.

Des équipes de secteur ont été formées pour compléter le rapport de situation nationale sur la gestion des produits chimiques, terminé fin 2008. Le groupe principal était formé par un économiste, un expert de la santé environnementale et un expert environnemental du Conseil de l'environnement de Zambie (ECZ). Il a utilisé le rapport de situation comme base afin d'identifier les priorités nationales de GRPC dans le contexte de plan national de développement. Ces priorités ont été présentées

et approuvées par le Mécanisme national de coordination inter agences sur la gestion rationnelle des produits chimiques en décembre 2008. Des réunions supplémentaires ont été organisées par le ministre des finances et de la planification nationale pour s'assurer que le processus d'intégration des priorités de la GRPC dans le processus de développement national était bien acquis. Une analyse coût-bénéfice sur les impacts sociaux et financiers des interventions dans le bassin de la rivière Kafue a commencé début 2009. Les options et les interventions sur la gestion des produits chimiques qui permettront d'encourager le développement seront présentées.

La révision de mi-mandat du Cinquième plan de développement national de la Zambie est en cours. Ce projet engage continuellement les autorités de planification dans ses activités pour s'assurer que les liens GRPC-OMD leur sont clairs et que leur engagement envers les objectifs du projet demeure constant. L'objectif est de faciliter l'intégration des principales priorités de gestion des produits chimiques dans le plan national de développement de la Zambie.

En reconnaissance de l'importance de renforcer les capacités de la Zambie en matière d'économie environnementale, le gouvernement de la Norvège a fourni des ressources additionnelles au projet. Les fonds sont utilisés pour former un économiste environnemental junior qui travaille avec un économiste senior au sein du groupe analytique principal.

Progrès en Macédoine

Le projet de la Macédoine sur « *Intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement national reposant sur les OMD* » a commencé en 2008 avec la visite d'une mission de « stratégie de développement » pour travailler avec le gouvernement sur le développement d'un plan d'action détaillé. Les fonds ont été fournis par le fonds d'affectation spéciale Quick Start de la SAICM.

De nombreuses réunions ont été organisées avec un grand nombre d'agences dont le ministère de l'environnement et de la planification physique, le ministère de la santé, le ministère de l'agriculture, des forêts et de l'économie de l'eau, l'administration des douanes et le Bureau du projet pour le développement d'une stratégie nationale de développement durable.

En comparaison avec les autres pays de l'Initiative PNUD-PNUE, la Macédoine ne revoit ni ne prépare de PRSP (le dernier cadre stratégique de réduction de la pauvreté provisoire a été produit en novembre 2000) et ne prépare pas non plus de cadre de planification de développement. Pour cette raison, c'est le processus de Stratégie nationale pour le développement durable qui offre la meilleure voie d'accès à l'intégration des priorités nationales de gestion des produits chimiques.

Le processus de développement durable prenant fin en 2009, le projet (comme en Ouganda) a adopté :

- i) La « **filière ultrarapide** » pour respecter la date limite du processus de développement durable qui se concentre sur l'intégration des priorités de gestion des produits chimiques à court terme ; et,
- ii) Le processus d'intégration « **vitesse normale** » qui se concentre sur les priorités de moyen et long terme pendant la révision de milieu de mandat de la Stratégie nationale pour le développement durable qui aura lieu dans deux ans et demi.

Au début de 2009, l'équipe nationale du projet a soutenu l'intégration du vocabulaire concernant les produits chimiques dans un document de la Stratégie nationale du développement durable et a préparé une annexe sur les produits chimiques. L'annexe répond aux priorités nationales connues et de court terme telles que les infrastructures pour les déchets dangereux, l'abus des utilisations de pesticides, les endroits sensibles et le planning des sites industriels qui utilisent les produits chimiques de manière intensive.

Le rapport préliminaire sur la situation nationale de la gestion des produits chimiques sera complété et présenté au Mécanisme de coordination inter agences en juin 2009.

La Macédoine va également recevoir des fonds du gouvernement norvégien pour former un économiste environnemental junior pour son groupe analytique principal.